



République de Côte d'Ivoire

Union - Discipline - Travail

Porte-parolat du Gouvernement

**COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI
14/05/2014**

Le mercredi 14 mai 2014, un Conseil des Ministres s'est tenu de 10h30 min à 12h50 min, au Palais de la Présidence de la République à Abidjan, sous la présidence effective de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République, Chef de l'État.

L'ordre du jour de cette réunion comportait les points suivants:

A/-Mesures Générales

Projet de loi

Projets de décrets

B/-Mesures Individuelles

C/-Communications

A/ - MESURES GENERALES

PROJET DE LOI :

Au titre du Ministère de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs ;

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté un projet de loi relatif au Sport.

Ce projet de loi vise à doter notre pays d'un cadre réglementaire et institutionnel du sport en adéquation avec les évolutions en cours dans le monde. Le sport, auparavant pratiqué à titre de loisir, s'est progressivement professionnalisé, avec la mise en œuvre d'importants moyens financiers. Cette perception nouvelle du sport amène les fédérations sportives à privilégier le sport de compétition au lieu de promouvoir l'activité sportive dans une finalité d'intérêt général.

Aussi, le projet de loi proposé assure et institue une gouvernance basée sur le partage de la gestion du sport entre l'administration publique et les différentes composantes du mouvement sportif.

Le projet de loi incite les groupements sportifs à une meilleure gestion administrative et financière de leurs ressources, et subordonne l'allocation éventuelle d'aides publiques aux fédérations sportives, à une meilleure prise en compte de la promotion du sport, des progrès réalisés, des résultats obtenus, du nombre d'athlètes...

Le projet de loi prévoit la création d'un Fonds pour le Développement du Sport et régule, mieux que par le passé, les conditions d'ouverture et d'exploitation des centres de formation sportive et des établissements spécialisés.

PROJETS DE DECRETS

1- Au titre du Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques ;

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté deux décrets :

Le premier décret porte création d'offices de notaires, de commissaires-priseurs et de charges d'huissiers de justice.

Ainsi, sont créés 99 nouveaux offices de notaires, 35 nouveaux offices de commissaires-priseurs, et 11 nouvelles charges d'huissiers de justice.

Le Gouvernement entend par cette mesure, faire face au nombre croissant de demandes de nominations et de transferts d'auxiliaires de justice, lié à l'augmentation du nombre de diplômés et au développement des activités économiques.

Le deuxième décret modifie l'article 74 du décret n° 2013-279 du 24 avril 2013 portant tarification des émoluments et frais de justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale.

Ce décret réduit les frais d'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) de 15 000 francs CFA à 10 000 francs CFA, facilitant encore plus, les conditions de création d'entreprises en Côte d'Ivoire.

2-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, en liaison avec le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère des Infrastructures Economiques et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté un décret portant ratification de l'Accord de prêt d'un montant total de quatre-vingt-dix millions (90 000 000) de Riyals saoudiens, soit environ douze milliards (12 000 000 000) de francs CFA, conclu le 11 décembre 2013, entre le Fonds Saoudien de Développement (FSD) et la République de Côte d'Ivoire en vue du financement partiel du Projet de la route Bouna-Doropo-Frontière Burkina-Faso.

Ce projet consiste en la construction d'une route bitumée de 91 Km, reliant la ville de Bouna à la frontière du Burkina Faso, dont l'objectif est de désenclaver cette région, et de faciliter les échanges socio-économiques avec la sous-région.

3-Au titre du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté un décret portant octroi de 150 points d'indice supplémentaires aux Architectes, Urbanistes, Démographes, Ingénieurs et Ingénieurs des Techniques ainsi que 100 points aux Techniciens Supérieurs et Techniciens relevant de la famille des emplois scientifiques et techniques. Cette réforme vise à étendre, au-delà des informaticiens, le bénéfice d'un régime indemnitaire spécifique aux autres ingénieurs et techniciens relevant des autres emplois. Elle permet de préserver et d'améliorer la compétitivité de l'administration vis-à-vis du secteur privé, en matière de recrutement et de fidélisation des personnels concernés.

Il est à préciser que les personnels des corps de l'Informatique régis par le décret n°91-1002 du 31 décembre 1991, les Ingénieurs, Ingénieurs des Techniques et Techniciens Supérieurs évoluant dans le secteur de la Santé, dont les régimes indemnitaires et indiciaires sont réglés dans le cadre des décrets n°2008-03 du 4 janvier 2008 et n°2013-415 du 6 juin 2013, ainsi que les agents techniques des

Eaux et Forêts visés par le décret n°2008-29 du 1er février 2008, sont exclus du bénéfice des présentes indemnités.

B/ - MESURES INDIVIDUELLES

Projets de décrets et communications

Au titre du Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères ;

Sur présentation du Ministre d'Etat, le Conseil a adopté trois (03) décrets de nomination et donné son agrément en vue de la nomination de quatre (04) ambassadeurs.

Ainsi, le Conseil a autorisé la nomination de :

Monsieur AHOUNOU Malan Narcisse, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Côte d'Ivoire près la République du Cameroun, avec résidence à Yaoundé ;

Monsieur KOFFI Vhangha Patrice, en qualité de Directeur Général par intérim du Protocole d'Etat au Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères ;

Monsieur DOSSO Adama, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Côte d'Ivoire près la République Populaire de Chine, avec résidence à Pékin ;

Et, le conseil a donné son agrément en vue de la nomination de :

Monsieur Jean-Francois VALETTE, en qualité de Chef de la Délégation de l'Union Européenne avec rang et titre de courtoisie d'Ambassadeur près la République de Côte d'Ivoire.

Général de Corps d'Armée Peter Augustine BLAY, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République du Ghana près la République de Côte d'Ivoire, avec résidence à Abidjan ;

Monsieur Nyahuma Mentuhotep OBIKA, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Trinité-et-Tobago près la République de Côte d'Ivoire, avec résidence à Abuja (Nigéria) ;

Monsieur HABIB-UR-REHMAN CHAUDHRY, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Islamique du Pakistan près la République de Côte d'Ivoire, avec résidence à Dakar (Sénégal).

C/ - COMMUNICATIONS

1-Au titre du Ministère auprès du Président de la République, chargé de la Défense, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et le Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant ;

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté une communication relative à l'entrée des jeunes filles à la Gendarmerie Nationale, dès la rentrée scolaire 2015-2016. Le quota réservé à la gente féminine au concours de la gendarmerie, sera de 10%, tant pour les officiers que pour les sous-officiers.

Cette mesure permet à notre pays de se mettre au niveau des standards internationaux en la matière, tout en confirmant la politique de promotion du genre engagée par le Chef de l'Etat, avec la nomination de femmes dans les instances de décision de l'Administration et des Armées.

2-Au titre du Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité

Sur présentation du Ministre d'Etat, le Conseil a adopté une communication relative au projet de loi portant modification de la loi n° 2001-634 du 09 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Electorale Indépendante (CEI), telle que modifiée par la loi n° 2004-642 du 14 décembre 2004 et par les décisions n° 2005-06/PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-11/PR du 29 août 2005.

Les modifications proposées dans le nouveau projet de loi portent essentiellement sur la composition de la CEI dont le nombre de membres actuel est de 31 (trente et un) . Ainsi, ce nouveau projet retient que celle-ci est composée de dix-sept (17) membres, contre treize (13) initialement proposé, selon le détail suivant ;

- un (1) représentant du Président de la République ;
- un (1) représentant du Président de l'Assemblée Nationale ;
- un (1) représentant du Ministre chargé de l'Administration du Territoire
- un (1) représentant du Ministre chargé de l'Economie et des Finances
- un (1) magistrat désigné par le Conseil Supérieur de la Magistrature ;
- quatre (04) représentants de la Société Civile, dont deux désignés par les confessions religieuses, un par les Organisations Non Gouvernementales non confessionnelles, et un avocat désigné par le Barreau ;
- quatre représentants du parti ou groupement de partis au pouvoir,

-quatre représentants des partis ou groupements politiques de l'opposition.

Cette nouvelle proposition s'inscrit dans le cadre du consensus voulu par le Chef de l'Etat autour des principaux organes chargés de l'organisation des prochaines élections générales. Elle prend en compte les conclusions des dernières rencontres entre le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité et les partis et acteurs politiques ivoiriens.

3-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté une communication relative à l'état de mise en œuvre du plan d'apurement de la dette intérieure, validé par l'audit des arriérés de l'Etat de 2000 à 2010.

Le Gouvernement, dans sa volonté d'apporter une solution efficace et durable au problème de la dette intérieure et de s'assurer du paiement de la bonne et juste dépense, avait diligenté un audit des arriérés de dette de l'Etat des gestions 2000 à 2010.

Suite à cette opération, un montant de 152,9 milliards de FCFA de dette intérieure, dont 98,3 milliards de dette fournisseur, avait été validé, sur un stock initial de 356 milliards, de FCFA.

A la date du 28 avril 2014, le paiement au profit des fournisseurs s'élevait à un montant de 56,6 milliards et les négociations se poursuivaient pour l'apurement du solde de 41,7 milliards de FCFA.

Le Conseil note un taux d'apurement globalement satisfaisant. Cependant, il a exhorté les ministres concernés à plus d'effort et de célérité dans la conduite du plan d'apurement de la dette intérieure de l'Etat.

4-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, en liaison avec le Ministère de l'Industrie et des Mines et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Sur présentation du Ministre, le Conseil a entendu un compte rendu de l'organisation de la 4ème édition du Forum Investir en Côte d'Ivoire, dénommé« ICI-2014 ».

Le Conseil se félicite du bon déroulement de ce forum, qui a réuni 5 717 participants dont 1080 investisseurs étrangers provenant de 103 pays, ainsi que de nombreuses personnalités de haut rang.

Le forum a également enregistré un nombre important d'intentions d'investissement, estimées à 738 milliards de francs CFA, correspondant à 46 projets.

Un comité interministériel mis en place, sera chargé du suivi des résultats et des promesses d'investissements de « ICI 2014 ».

5-Au titre du Ministère du Pétrole et de l'Energie, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté une communication relative aux flux physiques et financiers du secteur énergie au 31 décembre 2013.

-Le Conseil note que la production de pétrole brut enregistre une baisse de 15,13% par rapport à celle de l'année 2012, en raison principalement de la déplétion naturelle des champs. Le forage de puits additionnels sur les permis CI-26 et CI-24 et la mise en production future de nouveaux champs sur les permis CI-27 et CI-202, devraient contribuer à relever le niveau de production des hydrocarbures, principalement de gaz naturel.

-Au niveau des produits pétroliers, la production et la vente réalisées sont en nette progression par rapport à la même période de l'année 2012.

-Relativement au sous-secteur de l'électricité, les projets de production et de transport engagés pour sécuriser la fourniture d'électricité au plan national et à l'exportation, se déroulent de manière satisfaisante. L'on note une bonne maîtrise des charges du secteur, notamment avec la réduction de la consommation de HVO et de DDO, conséquence de l'augmentation de l'offre de gaz naturel.

Le Conseil a noté avec satisfaction la bonne évolution des indicateurs, et a exhorté les ministres impliqués dans le développement du secteur énergétique au renforcement de la politique de transparence du secteur, ainsi qu'à la mise en œuvre des réformes retenues, en particulier celles relatives au cadre légal et réglementaire de l'exploration, de la production et du partage de production des hydrocarbures.

6-Au titre du Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME ;

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté une communication relative au bilan de la 1ère édition du Marché Ivoirien de l'Artisanat (MIVA).

Cette première édition avait pour objectif de créer un cadre d'échanges entre les professionnels de l'artisanat, de promouvoir l'excellence, et de positionner l'artisanat ivoirien sur le marché international.

Le Conseil se félicite de son bon déroulement, ainsi que des bons résultats notés, avec 560 exposants venus de 16 pays et 15000 visiteurs enregistrés.

Au regard de l'engouement, tant national qu'international, suscité par le MIVA, le Conseil a adopté le principe de son institutionnalisation.

Fait à Abidjan, le 14 mai 2014

Bruno Nabagné KONE

Ministre de la Poste et des TIC

Porte-parole du Gouvernement

porteparoledugvt@egouv.ci